

## **Lettre ouverte des représentantes et représentants du SNES-FSU**

2021 sera la première année du bac Blanc et, alors que cette session s'annonce problématique en raison de la perturbation engendrée par la crise sanitaire due au Covid-19, le ministre refuse de tenir compte de la situation, plongeant élèves et enseignants dans le désarroi, voire la souffrance.

En effet, depuis novembre et la deuxième vague de l'épidémie, la majorité des lycées (environ 80 % des lycées publics) sont passés en fonctionnement alterné des élèves, présents quelques jours par semaine ou une semaine sur deux et travaillant chez eux le reste du temps.

Cette mesure, nécessaire pour diminuer la circulation du virus, n'avait pas été anticipée par le ministre et, surtout, elle ne s'est pas inscrite dans un cadre national.

La multiplication des différentes organisations locales selon les lycées a créé concurrence, inégalités et stress pour tous (élèves, enseignants et parents). Le ministre n'a pas non plus pris ses responsabilités en refusant d'annoncer des aménagements des programmes et le report des premières épreuves prévues en mars, alors qu'il est évident que l'avancement ne peut pas être le même avec une présence diminuée des élèves en cours.

Aujourd'hui, alors que la date des premières épreuves du bac Blanc approche (15 mars !), l'inquiétude, la panique même se répandent dans les lycées... qui envisagent de faire revenir les élèves de Terminale à temps complet.

Or l'épidémie n'est pas finie. Pire, une nouvelle vague, plus contagieuse encore avec le variant britannique du virus, est crainte par de nombreux spécialistes !

De plus, la reprise à temps complet des élèves de Terminale ne pourra pas permettre de rattraper les retards accumulés depuis le confinement du printemps 2020 pour des épreuves nouvelles et exigeantes, dont les programmes très lourds étaient déjà considérés comme infaisables en « temps normal » par une majorité d'enseignants.

La possibilité d'une reprise en effectifs complets à partir de 20 janvier semble s'éloigner d'après les dernières déclarations du ministre, ce serait alors uniquement sur les élèves de première et de seconde que pèserait l'allègement du présentiel, ce qui est inacceptable.

Comme nous l'avons déjà fait à de nombreuses reprises depuis la rentrée 2020, nous demandons donc au ministre de cesser de prendre les élèves pour des cobayes et d'entendre enfin ce que réclament élèves, parents et enseignants : le report des épreuves de mars à juin 2021, avec des aménagements clairs.

Seule cette mesure permettra de rétablir une certaine égalité de traitement des élèves, mise à mal par la situation actuelle.